

DÉCLARATION

Ensemble contre l'expansion du pipeline de Kinder Morgan et pour une transition écologique juste

Devant l'annonce imminente par le gouvernement Trudeau d'un appui financier à l'expansion du pipeline Trans Mountain, il est urgent d'affirmer notre opposition à ce projet ainsi que notre solidarité avec les Premières Nations et toutes les autres communautés qui y résistent. Signataire de l'Accord de Paris, le Canada doit s'engager rapidement dans une transition juste et profonde qui réduira significativement notre dépendance aux hydrocarbures, nos émissions de gaz à effet de serre (GES) et créera une économie et des emplois plus écologiques. Cette transition requiert des ressources, une planification et un leadership qui doit venir de tous les gouvernements. C'est donc avec étonnement et déception que nous constatons l'entêtement du gouvernement fédéral à vouloir soutenir par tous les moyens dont il dispose le projet d'expansion du pipeline Trans Mountain promu par l'entreprise texane Kinder Morgan.

En permettant l'expansion à long terme de l'industrie des sables bitumineux, cet investissement significatif en transport de pétrole brut nous éloignerait de l'atteinte de nos objectifs de réduction de gaz à effet de serre. Selon les chiffres du gouvernement canadien, les émissions de GES liés au projet de Kinder Morgan serait de l'ordre de 13,5 à 17 millions de tonnes de GES par année, seulement pour les émissions liées à la production supplémentaire de pétrole des sables bitumineux qu'entraînerait ce projet. Ce serait l'équivalent d'ajouter près de 3 millions de véhicules sur les routes pendant des décennies. D'une durée de vie de l'ordre de 50 ans, ce pipeline va à l'encontre de l'effort de transition en enfermant l'avenir économique du Canada dans l'extraction d'hydrocarbures extrêmes. L'essentiel du pétrole qui transiterait par le pipeline de Kinder Morgan serait voué à être exporté, d'où l'augmentation prévue de 400 pétroliers supplémentaires par année au port de Vancouver et dans les eaux de la mer Salish en raison de ce projet. Les risques de déversements seront décuplés dans ce milieu écologique fragile où vivent un groupe de 76 épaulards menacés ainsi que plusieurs autres mammifères marins.

Contrairement à ce que soutiennent M. Trudeau et ses ministres M. Carr et Mme McKenna, la croissance de l'industrie des sables bitumineux n'est d'aucune façon compatible ou conciliable avec une politique climatique crédible. À l'aide du projet d'expansion Trans Mountain et des deux autres projets également appuyés par le gouvernement Trudeau (Ligne 3 d'Enbridge et Keystone XL de TransCanada), l'industrie des sables bitumineux envisage une croissance qui permettrait de doubler le nombre de barils de pétrole sale qu'elle peut exporter par jour. Or, la croissance des émissions liés au secteur des sables bitumineux est déjà la principale raison pour laquelle le Canada n'est pas en voie de respecter ses engagements climatiques. Il importe de rappeler que les émissions de GES liés à la production de pétrole des sables bitumineux ont cru de 600% depuis 1990 et que le Canada produit presque deux fois plus de pétrole qu'il s'en consomme au pays. À l'heure où la science exige de laisser sous terre 80% des

ressources connues en hydrocarbures, il est immoral et irresponsable de soutenir l'accroissement de l'extraction du pétrole le plus sale au monde. En investissant directement dans un projet de pipeline pour créer une rentabilité artificielle, le gouvernement briserait l'un de ses engagements les plus significatifs pour la lutte aux changements climatiques, celui de cesser toute subvention à l'industrie pétrolière.

Le Canada doit respecter ses engagements climatiques par la mise en place d'une politique de transition juste, profonde et ambitieuse. La décarbonisation de notre économie est un processus concret qui doit reposer sur des mesures réelles. Elle dépend de choix cohérents à toutes les échelles de la société. Il est vrai que notre dépendance aux hydrocarbures est profonde et s'en défaire est un important défi à relever. Les investissements du gouvernement fédéral doivent par conséquent soutenir les efforts des acteurs économiques qui y contribuent et non pas ceux des acteurs qui en sont l'obstacle principal. Tout investissement se doit de soutenir la reconversion des secteurs de notre économie qui sont trop intenses en émissions, celui des hydrocarbures en priorité, et aider les travailleurs et les communautés à faire la transition vers des emplois et des activités plus écologiques – tout en s'assurant que les Premières Nations ne soient pas exclues de cette nouvelle économie comme elles l'ont souvent été jusqu'à maintenant.

L'évocation par M. Trudeau et ses ministres de l'idée d'intérêt national pour justifier son appui à l'entreprise Kinder Morgan et ses actions pour garantir l'expansion du pipeline sont certainement parmi les gestes les plus polarisants que le Canada ait connus depuis plusieurs années. En quoi nourrir une telle polarisation entre deux provinces, au profit d'une seule industrie, sert-il l'intérêt national de ce pays ? Comment le gouvernement peut-il d'un côté se réclamer d'une politique de réconciliation avec les Premières Nations et de l'autre manipuler un processus de consultation en décidant d'avance de son résultat ? En effet, les récentes enquêtes concernant le processus d'approbation du projet Trans Mountain ont révélé comment le gouvernement Trudeau a utilisé des méthodes qui rappellent celles du gouvernement précédent.

M. Trudeau a aussi promis de mettre en œuvre la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*, laquelle prévoit que les Premières Nations doivent donner leur consentement libre, préalable et éclairé à des projets sur leurs territoires. Nombreuses Premières Nations en Colombie-Britannique s'opposent farouchement au projet Trans Mountain. 150 Premières Nations au Québec, au Canada et aux États-Unis ont d'ailleurs signé un traité d'alliance contre toute expansion des sables bitumineux et en faveur d'une transition énergétique juste.

Ce n'est pas en s'attaquant aux provinces et aux Premières Nations qui osent s'engager dans cette transition que ce gouvernement sera à la hauteur de ses engagements climatiques et de réconciliation.

C'est pourquoi il est important aujourd'hui de manifester notre solidarité envers les communautés, les villes, la province de la Colombie-Britannique et les Premières

Nations qui luttent contre Trans Mountain. Notre opposition ferme à ce projet doit aussi se faire entendre à Ottawa, au Québec, dans le Mouvement Desjardins, à la Caisse de dépôt et placement du Québec ainsi que dans toutes les autres institutions et organisations qui peuvent poser des gestes qui feront une différence.

Tous ensemble, nous avons contribué à l'abandon du projet de pipeline Énergie Est. Ensemble, nous devons nous assurer que le pétrole sale des sables bitumineux ne trouve pas une nouvelle voie qui contaminerait la côte ouest et bouleverserait notre climat planétaire. Ensemble, nous devons réellement et rapidement nous engager dans une transition juste, profonde et durable qui respecte les droits des Premières Nations, soit tout le contraire de ce que propose Kinder Morgan et le gouvernement Trudeau. C'est pourquoi nous invitons la population à un rassemblement d'urgence le 27 mai prochain à 13h30 à la Place des Festivals pour exiger que Justin Trudeau rejette le projet de Kinder Morgan, refuse de le financer et respecte les Droits autochtones et le droit pour la Colombie-Britannique de refuser ce dangereux projet. "

Signataires

Personnalités

Dominic Champagne

Éric Pineault

Normand Baillargeon

Emmanuel Bilodeau

Véronique Côté

Yann Perreault

Fred Pellerin

Édith Cochrane

Richard Séguin

François Delorme

Laure Waridel

Christian Vanasse

Mylène Paquette

Anaïs Barbeau-Lavallette

Geneviève Rochette

Stéphane Archambault

Marie-Ève Maillé

Alain Deneault

Ariane Cordeau

Josée Blanchette

Françoise David

André-Pierre Contandriopoulos
Serge Mongeau
Lucie Sauvé
France Lamonde
Roy Dupuis
Catherine Dorion
Josée Blanchette
Bruce Johnston
Léa Clermont-Dion
Serge Mongeau
Armand Vaillancourt
Jérôme Dupras
Guy Rocher
Claire-Emmanuelle Depocas
Guy Langevin
Philippe Lavalette
Louise Harel
Antoine Béland
Karine Péloffy
Dimitri Roussopoulos
Carole Poliquin
Yvon Deschamp
Fred Dubé
Sara Teitelbaum

Groupes / organisations

1. Grand Chef Serge 'Otsi' Simon, Conseil Mohawk de Kanesatake et représentant du Traité autochtone contre l'expansion des sables bitumineux (150 Premières Nations du Canada et des États-Unis)
2. Jean-Charles Piétacho, Conseil des Innus d'Ekuanitshit, représentants du Traité autochtone contre l'expansion des sables bitumineux (150 Premières Nations du Canada et des États-Unis)
3. Patrick Bonin, Greenpeace
4. Anne-Céline Guyon, Front commun pour la transition énergétique
5. Carole Dupuis, Regroupement vigilance hydrocarbures Québec
6. Natasha Kanapé Fontaine et Widia Larivière, Idle no more
7. Karel Mayrand, Fondation David Suzuki

8. Claude Vaillancourt et Ronald Cameron Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (ATTAC-Québec)
9. Christian Daigle, président général du Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ)
10. Serge Cadieux, FTQ - Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
11. Alain Marois, vice-président à la vie politique de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE)
12. Nicolas Chevalier, Leap Montréal
13. Isabelle L'Héritier, Alternatives
14. Alice-Anne Simard et Martine Chatelain, Eau Secours
15. Abdul Pirani, Conseil des Canadiens
16. Hélène Crevier, Alerte Pétrole Rive-Sud
17. Georges Karpat, Coalition Vigilance Oléoducs (CoVO), Montréal
18. Mobilisation environnement Ahuntsic-Cartierville
19. Céline Lachapelle, Action Environnement Basses Laurentides (AEBL)
20. Louise Morand, Comité vigilance hydrocarbure de l'Assomption
21. Danielle Demers, présidente, Les Amis de la Chicot de Saint-Cuthbert
22. Guy Boudreau, Comité vigilance hydrocarbures de Lavaltrie
23. Lucie Léger, Comité vigilance hydrocarbures de Saint-Sulpice
24. Pierre Foisy, Comité Vigilance Hydrocarbures des municipalités de la MRC de Maskinongé
25. Amélie Drainville, Comité vigilance hydrocarbures des îles
26. Élodie Comtois, Écosociété
27. Irène Dupuis, Saint-Antoine-de-Tilly - Milieu de vie
28. Germaine Roy, Coalition citoyenne Beauce--Etchemin
29. Chantale Gamache, Vigilance Hydrocarbure Saint-Marc sur Richelieu
30. François Prévost et Denise Campillo, Comité de vigilance gaz de schiste de Roxton Falls.
31. Denis Dessaint: Coalition citoyenne Beauce-Etchemin
32. Lise Houle, Comité contre le gaz de schiste Verchères
33. Albert Geuzaine, Comité contre le gaz de schiste Verchères
34. Odette Sarrazin, Comité vigilance hydrocarbures Brandon
35. Christian Jacques, Comité Vigilance Hydrocarbures Repentigny
36. Serge Giard, Comité Vigilance Hydrocarbures St-Hugues.
37. Gilles Labrosse, Comité citoyens sur les gaz de schiste Victoriaville.
38. Ellen Nutbrown, Citoyens du Bassin de Chambly contre l'oléoduc Énergie-Est.
39. Hugues Bonenfant, Comité de vigilance de St-Valérien-de-Milton
40. Marielle Boisjoly, Comité de vigilance de Lanoraie
41. Anne-Marie Beauregard, Comité citoyens de Maricourt

42. Réjean Chartier, Comité citoyens de Maricourt
43. Robert Beaulieu, comité Vigilance Canton de Melbourne
44. André Péloquin, Comité vigilance hydrocarbures Sainte-Julie
45. Gaétan Roy, comité citoyens sur les gaz de schiste de victoriaville.
46. France Lamonde, Association des propriétaires privés, agricoles (acéricoles) et forestiers - Appaf
47. Jen Gobby- Justice Climatique Montréal
48. Éric Ferland, Foire ÉCOSPHÈRE
49. Martin Poirier et Stéphane Poirier, NON à une marée noire dans le Saint-Laurent
50. Patricia Posadas, Prospérité sans pétrole, Rimouski, Bas-Saint-Laurent
51. Rosalie Laframboise, Joceline Sanschagrin, Comité vigilance hydrocarbures Montréal
52. Marie-Pascale Deegan, Comité Vigilance Hydrocarbures Montréal
53. Comité vigilance hydrocarbures Sutton
54. Roger Rashi, Alternatives
55. André Blais, Comité citoyen de la région du lac Mégantic
56. Comité Vigilance Hydrocarbure Deschaillons
Matthew Chapman, Coalition Climat Montréal
57. Audrey Yank, Fondation Coule pas chez nous
58. Élisabeth Garant, Centre justice et foi
59. France Desjarlais Comité de vigilance de Lanoraie
60. Lise-Anne Rhéaume, Comité vigilance hydrocarbures-Mtl.
61. Aurore Fauret, 350.org
62. Rose-Hélène Tremblay Environnement Vert Plus Gaspésie
63. Audrey Dépault, Projet de la réalité climatique Canada
64. Steven Guilbeault, Équiterre
65. Réal Lalande, STOP Oléoduc Outaouais
66. Amelia Orellana, Comité pour les droits humains en Amérique latine-CDHAL
67. Johanne Barbeau, Comité vigilance hydrocarbures de l'Épiphanie
68. Christian Simard, Nature Québec
69. Nathan McDonnell, Le Comité citoyen de Milton Parc
70. Thérèse Guay, Carminda Mac Lorin, Raphaël Canet, Samuel Raymond, Collectif transition sociale mondiale
71. Guillaume Girard (Pour SOS Territoire)